

## TECHNICIEN OU TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION – TRAITEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES RENSEIGNEMENTS

### AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS (AMP)

---

Direction des vérifications et des enquêtes – Division de Québec  
Présentement, deux (2) postes sont à pourvoir au 525, boulevard René-Lévesque Est à Québec.

### CONTEXTE

---

L'Autorité des marchés publics, instance neutre et indépendante, est la porte d'entrée unique en ce qui concerne la surveillance des marchés publics et l'application des lois et des règlements encadrant les contrats publics au Québec. Son rôle de surveillance vise le secteur public, les réseaux de la santé et de l'éducation, les sociétés d'État et le monde municipal.

Elle a pour mission de surveiller l'ensemble des contrats publics, notamment les processus d'adjudication et d'attribution de ces contrats, de même que de recevoir les plaintes des personnes intéressées. Elle est aussi responsable du Registre des entreprises autorisées et du Registre des entreprises non admissibles.

L'AMP démarre actuellement ses activités. Ainsi, divers postes sont à pourvoir dont celui de technicien ou technicienne en administration – Traitement des communications et des renseignements.

### RÔLE

---

Sous l'autorité du Chef de service de la direction des enquêtes et vérifications, la personne titulaire de cet emploi a pour principal mandat le traitement des renseignements transmis à l'AMP par le public, par le biais de différentes plateformes. Ainsi, elle doit pouvoir déterminer rapidement la nature de l'information reçue, afin d'être en mesure de la transmettre vers les canaux appropriés.

Plus précisément ses responsabilités sont :

- Traiter les renseignements reçus du public par téléphone, courrier, courriel ou formulaire Web;
- Évaluer la pertinence des renseignements obtenus en lien avec le mandat de l'AMP;
- Effectuer certaines vérifications de base (Registraire des entreprises du Québec, Base de données de l'AMP, sources ouvertes, etc.);
- Créer et compléter des fiches de communication de renseignements;
- Diffuser l'information au sein de l'AMP;
- Référer les personnes aux organismes pertinents lorsque les renseignements transmis sont hors du mandat de l'AMP, mais utiles au mandat d'une autre organisation;
- Référer les personnes désirant porter plainte aux formulaires prévus à cet effet lorsque nécessaire;
- Toute autre tâche connexe, permettant de soutenir la Direction des vérifications et enquêtes.

### PROFIL RECHERCHÉ

---

La personne recherchée doit posséder des habiletés communicationnelles développées, faire preuve d'autonomie et d'une grande vivacité d'esprit. Elle doit démontrer un grand sens de l'organisation dans son travail, savoir gérer les priorités, s'adapter au changement et savoir faire face à la pression

inhérente aux dossiers. Elle doit également être une collaboratrice d'équipe et faire preuve de discrétion et de minutie.

Étant un employé de première ligne représentant l'organisation, la personne en poste doit également avoir à cœur d'offrir un service à la clientèle de qualité.

#### EXIGENCES\*

---

Le candidat recherché doit :

- Détenir un diplôme d'études collégiales (DEC) en administration ou toute autre scolarité jugée pertinente;
- Détenir une expérience minimale de deux (2) ans à titre de technicien ou technicienne en administration ou toute autre combinaison d'expérience jugée pertinente;
- Avoir une connaissance approfondie de la suite Microsoft Office (Word, Excel, Power Point, Outlook);
- Maîtriser l'usage du français, tant à l'écrit qu'à l'oral;
- Être apte à communiquer avec aisance en anglais – Atout;
- Détenir une expérience au sein d'un organisme d'application de la loi – Atout;
- Détenir une expérience de travail auprès de clientèles difficiles – Atout.

#### SALAIRE

---

Entre 38 298 \$ et 54 314 \$.

#### INSCRIPTION

---

Acheminer votre curriculum vitae d'ici le 5 avril 2019 par courriel à l'adresse suivante : [dotation@amp.gouv.qc.ca](mailto:dotation@amp.gouv.qc.ca).

\* Pour être embauché comme membre du personnel de l'Autorité des marchés publics, l'employé doit satisfaire aux conditions de l'habilitation sécuritaire de la Sûreté du Québec.